

Les branches peuvent encore accroître sensiblement leur productivité

En Suisse, la croissance de la productivité du travail se situe au-dessous de la moyenne internationale. Une analyse montre que les chiffres diffèrent parfois fortement d'une branche à l'autre. La croissance globale de la productivité n'est portée que par une poignée d'entre elles, partiellement volatiles. *Michael Grass, Mark Emmenegger, Andreas Eberli*

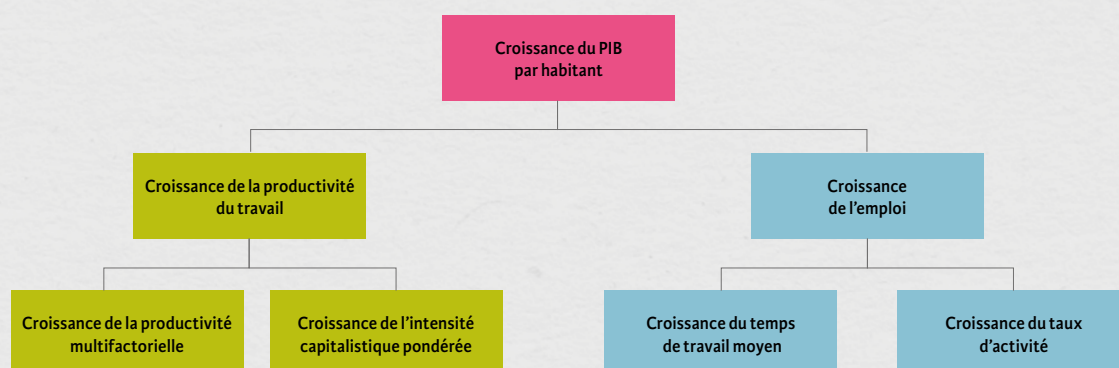
Abrégé La prospérité ne progressera, en Suisse, que si la productivité du travail augmente. Sur la base de statistiques agrégées, on constate que le pays est mal classé dans ce domaine, malgré ses excellentes conditions-cadres. Une étude de l'institut de recherches BAK Basel Economics a tenté de savoir dans quelle mesure les causes spécifiques aux branches peuvent éclairer la sous-performance de la productivité. Comme le montre une analyse différenciée des branches, les mutations structurelles ont un effet positif sur la performance suisse en matière de productivité. Cependant, cette croissance concerne peu de branches ; en outre, une partie d'entre elles est volatile. Nombre de domaines, tels que les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'industrie des biens de consommation, celle des biens d'investissement ou les services liés aux entreprises, accusent un net retard en comparaison internationale. Les raisons en sont très diverses. Pour exploiter leur potentiel, le monde politique, le secteur privé et les milieux académiques doivent unir leurs efforts.

Comme le taux d'activité est déjà très élevé en Suisse, les futurs gains de prospérité passeront principalement par une hausse de la productivité du travail. Or, cela fait longtemps que des statistiques agrégées la note mal dans ce domaine. Il ne s'agit donc pas d'un phénomène récent. Ce constat empirique se confirme également si l'on tient compte de l'effet de convergence et si l'on restreint la comparaison aux pays qui affichent un niveau initial tout aussi élevé. La Suisse a perdu, dès le milieu des années septante, la position qu'elle occupait au sommet de la hiérarchie internationale. Depuis le début des

années nonante, elle ne se situe plus que dans le gros du peloton des pays industrialisés.

La littérature économique comprend de nombreux travaux sur les facteurs qui déterminent la croissance de la productivité du travail. Toutefois, ces analyses ne contribuent guère à expliquer l'évolution suisse. Notre pays enregistre en effet de très bons scores, en ce qui concerne les déterminants étudiés. Dans quelle mesure faut-il faire appel à des causes spécifiques aux branches pour expliquer une aussi faible croissance de la productivité du travail ? Que peut-on en déduire sur les actions à entre-

III. 1. Méthode de la comptabilité de la croissance





La productivité des TIC s'est accrue. Centre d'appel dans une entreprise de telecommunication.

prendre pour redresser la barre ? Mandaté par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), l'institut de recherches BAK Basel Economics s'est penché sur ces questions.

Des investissements trop modestes ou trop faiblement efficaces ?

Au niveau macroéconomique, on peut utiliser la comptabilité de la croissance pour établir un diagnostic. Cette méthode permet de séparer les apports de la productivité multifactorielle (PMF) de l'intensité capitaliste dans la croissance de la productivité du travail. La PMF est une mesure de l'efficacité avec laquelle les facteurs de production sont associés. Elle est notamment influencée par la qualité du capital humain et le progrès technologique. Par intensité capitaliste, on entend la dotation en capital d'un emploi (voir *illustration 1*).

En comparaison avec d'autres pays de l'OCDE, il apparaît clairement que deux composantes sont responsables de la lente croissance de la productivité du travail suisse au cours des trente dernières années : la PMF et l'intensité capitaliste (voir *illustration 2*). Depuis le milieu des années quatre-vingts jusqu'au tout début des années 2000, la productivité multifactorielle a été déterminante ; à partir de 2003, c'est en particulier la maigre contribution de la dotation en capital qui explique la faible augmentation de la productivité. Le recul de la contribution de l'intensité capitaliste à la croissance de la productivité est dû au fait que la croissance de l'emploi est supérieure à la moyenne en Suisse depuis 2003. En même temps, celle des investissements se situe juste dans la moyenne. Cela se reflète notamment dans des glissements sectoriels en Suisse vers des branches à moindre intensité en capital.

Au niveau macroéconomique, on peut donc constater que le potentiel d'accroissement de



La branche pharmaceutique a fortement augmenté sa productivité ces dernières années. Un laboratoire teste des médicaments.

l'intensité capitaliste n'est pas encore épuisée en Suisse. Cela vaut également pour les gains d'efficacité.

Les mutations structurelles améliorent la productivité de la Suisse

Pour l'analyse sectorielle, on peut étudier le domaine marchand de l'économie – ou «secteur des affaires» – en l'isolant du domaine non marchand, qui comprend principalement le secteur public. Cette séparation présente des avantages, car le concept usuel de productivité pose des difficultés méthodologiques, comme la mesure des résultats orientée vers les intrants, lors de l'examen de nombreuses activités non commerciales. En outre, les données concernant le domaine non marchand sont particulièrement difficiles à comparer au niveau international.

L'analyse séparée montre ceci: dans la comparaison internationale de la productivité, le

secteur suisse des affaires fait un peu mieux que l'économie globale. Sur un échantillon de treize pays européens, où des données existent pour l'ensemble de ce secteur, la Suisse occupe, pour la période 1998–2013, le dixième rang en ce qui concerne la croissance de la productivité de l'économie globale et le huitième pour la croissance de la productivité du secteur des affaires. L'exclusion du domaine non marchand ne relativise, toutefois, pas de manière déterminante le constat que la Suisse souffre d'une faible croissance de sa productivité.

Au moyen d'une analyse structurelle-résiduelle («shift-share»), on peut passer à l'étape suivante et examiner le rôle des mutations structurelles dans la performance du secteur des affaires en matière de productivité. Cette analyse décompose la variation de la productivité en trois effets: ceux du changement structurel, de la croissance et de l'interaction. *L'effet du changement structurel* mesure les modifications dues

En Suisse, l'effet des mutations structurelles a été positif pratiquement chaque année depuis 1996.

à la redistribution de quotas-parts d'emploi entre différents secteurs productifs. *L'effet de la croissance* illustre les changements intervenus dans l'accroissement de la productivité au sein de chaque branche. Enfin, *l'effet d'interaction* rend compte d'une valeur résiduelle difficilement imputable.

En Suisse, l'effet des mutations structurelles a été positif pratiquement chaque année depuis 1996, malgré le dynamisme de certaines branches orientées vers le marché intérieur. Sur le plan international, cela ne va pas de soi. Ainsi, l'effet des mutations structurelles était négatif en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas durant toute la période de 2002 à 2013. L'effet bénéfique observé en Suisse doit d'abord être attribué à l'évolution du secteur secondaire – où les industries traditionnelles ont cédé la place à des branches hautement innovantes, comme les sciences de la vie. L'autre raison tient au « boom » des branches de services extrêmement productives que sont le commerce de gros et les technologies de l'information et

de la communication (TIC)¹. Ces dernières surpassent la moyenne des branches suisses en matière de niveau ; c'est le contraire en termes de croissance.

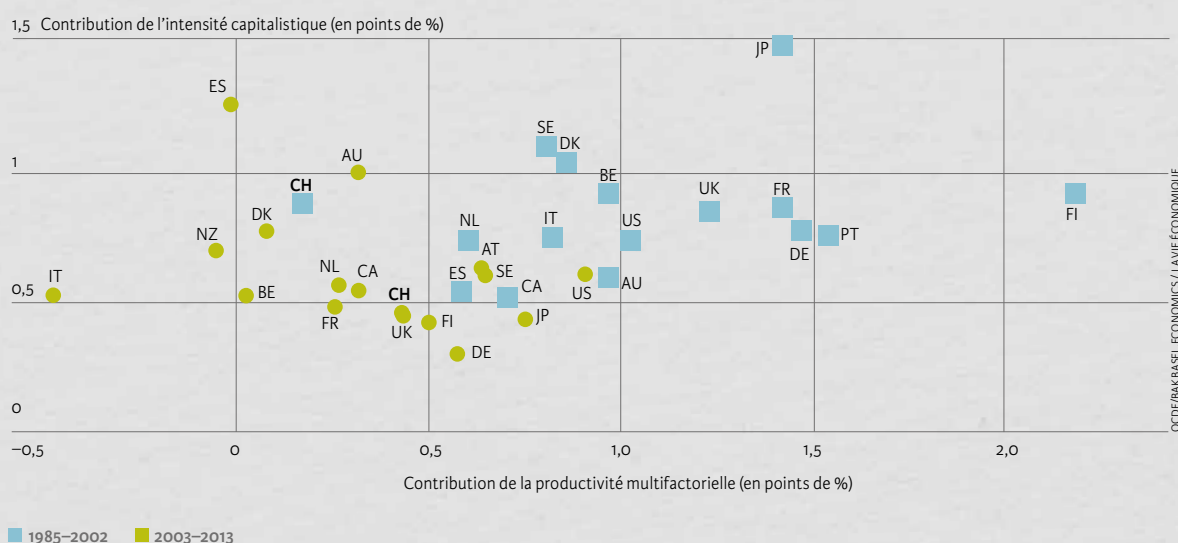
Une croissance de la productivité mal diversifiée

La croissance de la productivité dans le secteur des affaires, décomposée selon l'apport des différentes branches, montre ceci : depuis la fin des années nonante, la croissance de la productivité du travail en Suisse revient principalement au secteur financier, au commerce – en particulier celui des matières premières – et aux sciences de la vie, dont fait partie l'industrie pharmaceutique (voir *illustration 3*).

C'est là une différence de taille par rapport à de nombreux autres pays, dans lesquels la croissance de la productivité repose sur une base beaucoup plus large. Notre forte dépendance à l'égard de trois branches seulement comporte un certain risque de concentration pour l'avenir. De surcroît, l'évolution de la productivité dans le secteur financier et le commerce est très volatile, comme le

¹ Il convient en l'occurrence de faire une distinction entre niveau et croissance. Par son niveau, le secteur des TIC se situe au-dessus de la moyenne des branches suisses. Si l'on considère sa croissance, il est au-dessous.

III. 2. Contributions moyennes de la productivité multifactorielle et de l'intensité capitalistique pondérée à la productivité du travail, par pays, durant les périodes 1985–2002 et 2003–2013



La productivité du travail est définie ici comme le PIB par heure de travail à prix constants (soit la somme des contributions de la productivité multifactorielle et de l'intensité capitalistique pondérée). Tous les pays de l'OCDE sont inclus pour autant que des données soient disponibles. Pour des raisons de présentation, les résultats de la Corée du Sud (contribution de la PMF : 1,9 % ; intensité capitalistique : 4,2 %) et de l'Irlande (0,5 % ; 3,5 %) pendant la période 1985–2002 ne figurent pas dans l'illustration.

montre clairement l'illustration 3. On l'a vu lors de la crise économique et financière, dont les conséquences ont fortement secoué tant le secteur financier que le commerce de gros. La contribution de ces deux branches à la croissance globale de la productivité est tombée de 1,3 % dans la période 2003–2007 à 0 % entre 2008 et 2013. La croissance globale de la productivité est, elle, passée de 1,7 % à 0,2 % durant les dix années qui ont suivi 2003.

Une croissance de la productivité hétérogène

Au moyen d'une comparaison internationale portant sur la période 2002–2013, nous avons approfondi le profil des forces et des faiblesses du spectre économique suisse. Les résultats diffèrent fortement selon les branches (voir illustration 4). Tandis que les sciences de la vie, l'industrie pharmaceutique, le commerce et le négoce de matières premières ainsi que les « autres services économiques » ont réussi à atteindre des taux de croissance supérieurs à la moyenne internationale, d'autres branches sont nettement à la traîne.

Pour exclure des effets de convergence, on peut aller plus loin et réaliser cette analyse comparative seulement avec les branches étrangères qui affichaient au début de la période un niveau de productivité plus élevé que les branches suisses correspondantes. Par rapport au pays qui obtient le meilleur score dans le groupe de référence, il existe des différences parfois considérables entre les différentes branches: la croissance annuelle moyenne de la productivité dans l'industrie suisse des biens de consommation est d'environ 2,9 points de pourcentage inférieure à celle de la Belgique, pays leader dans ce secteur. De même, l'industrie des biens d'investissement, l'hôtellerie, les TIC et les services liés aux entreprises affichent un déficit de croissance qui dépasse 2 points de pourcentage. La Suisse accuse un retard légèrement moindre dans l'approvisionnement en énergie, la construction, les transports et le stockage.

Notre forte dépendance à l'égard de trois branches seulement comporte un certain risque de concentration pour l'avenir.

III. 3. Contribution annuelle moyenne de quelques branches à la croissance de la productivité du travail

2 En points de pourcentage



La productivité du travail est définie ici comme la valeur ajoutée brute réelle par équivalents plein temps.

Des causes spécifiques aux branches

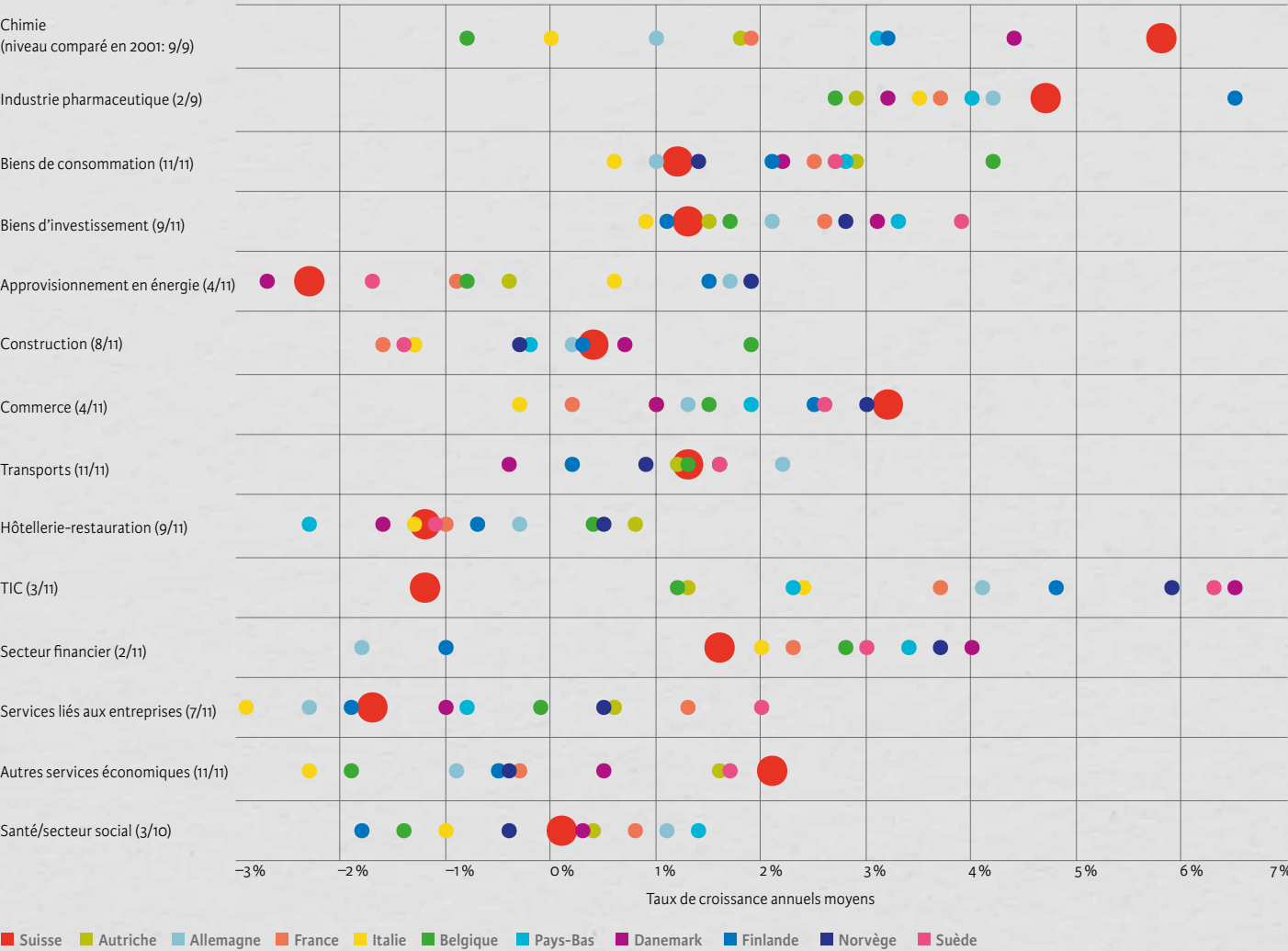
Dans le cadre de cette étude, cinq branches pertinentes pour l'évolution de la productivité suisse ont fait l'objet d'un examen approfondi. L'objectif consistait à identifier les raisons de leur performance respective en matière de productivité. L'analyse s'est orientée sur les déterminants de la productivité du travail définis par la recherche économique.

Ces analyse approfondies ont mis en évidence d'une part des facteurs sur lesquels les acteurs du marché n'ont aucune influence, comme les

effets de convergence et le taux d'activité élevé. Elles ont révélé d'autre part des facteurs contrôlables qui ont agi par le passé comme un frein sur l'évolution de la productivité. Ce sont notamment des facteurs politiques, comme les déficits de la déréglementation ou les entraves à la concurrence, qui se rencontrent en particulier dans les télécommunications, le commerce de détail et les banques.

Un autre facteur contrôlable est l'insuffisance de diplômés de l'enseignement supérieur dans la branche des TIC et l'industrie des biens d'investissement, et le manque de spécialistes

III. 4. Croissance de la productivité du travail dans les différentes branches, de 2002 à 2013 : analyse comparative internationale



La productivité du travail est définie ici comme la valeur ajoutée brute par heure de travail. Pour définir le classement (entre parenthèses), on a utilisé le niveau de la productivité du travail en 2001, exprimé en USD et corrigé du pouvoir d'achat. Pour définir les taux de croissance annuels moyens entre 2002 et 2013 (abscisse), on s'est basé sur la productivité du travail réelle. Industrie chimique et pharmaceutique sans la Norvège ni la Suède, santé/secteur social sans la Suède (pas de données).

dans l'hôtellerie-restauration. Par ailleurs, des investissements insuffisants, par exemple dans les installations et les équipements de l'hôtellerie-restauration, les TIC ou les nouvelles technologies du secteur bancaire, ont eu un impact négatif sur la productivité. Enfin, l'industrie des biens d'investissement, les banques et la branche des TIC ont un certain retard en matière d'innovation dans quelques domaines.

Le monde politique, les entreprises et la science doivent agir

Si elle veut accroître sa prospérité, la Suisse doit en particulier surmonter la faible croissance de la productivité du travail. L'éventail de branches actives sur son territoire recèle un potentiel suffisant à cet égard. En comparaison internationale, de nombreux segments sont nettement à la traîne, pour des raisons différentes. Afin d'exploiter le mieux possible le potentiel existant, le monde politique et le secteur privé devront déployer de multiples efforts.

Sur le plan politique, il s'agit surtout d'optimiser les conditions-cadres de l'innovation. Cela passe notamment par la politique éducative, le renforcement de la concurrence, la lutte contre les déficits de la déréglementation et un système fiscal compétitif qui encourage l'innovation. De leur côté, les entreprises et leurs organisations

sont appelées à trouver des réponses aux défis du futur, en se dotant d'une stratégie en matière de formation et de main-d'œuvre qualifiée. Elles devront également étudier les possibilités d'investir davantage dans les nouvelles technologies et les activités d'innovation.

Les milieux académiques peuvent eux aussi contribuer au progrès technologique. Ils doivent renforcer leurs liens avec l'économie, pour que les résultats de la recherche soient utilisés le mieux possible à des fins commerciales. De plus, il est possible d'accroître l'interdépendance entre les technologies au sein de la recherche.

Les entreprises devront également étudier les possibilités d'investir davantage dans les nouvelles technologies et les activités d'innovation.



Michael Grass

Chef du domaine Analyse des branches, membre de la direction, BAK Basel Economics, Bâle

Mark Emmenegger

Collaborateur scientifique, BAK Basel Economics, Bâle

Andreas Eberli

Chef de projet, BAK Basel Economics, Bâle